



Par Caroline Fourest

A quoi sert Jean-Louis Bianco?

C'est l'un des mérites de la pseudo-polémique autour du rapport remis par le préfet Gilles Clavreul sur la laïcité. Révéler à quel point le président de l'Observatoire de la laïcité, le très contesté M. Bianco, ne sert à rien. Quand il ne dessert pas la cause pour laquelle on l'a nommé. La rivalité entre les deux hommes n'a rien de personnel. Elle porte sur le fond, c'est-à-dire sur la laïcité. L'un voudrait l'assouplir, l'autre, la renforcer. Pas vraiment superflue, comme divergence. Et, bien sûr, elle dépend beaucoup du diagnostic que chacun tire sur l'époque : sommes-nous dans une période calme ou mouvementée ? Le rapport de Gilles Clavreul pense que nous vivons une période plutôt mouvementée. Jean-Louis Bianco aurait pu se contenter d'ignorer l'alerte et ses préconisations. Il a préféré les tacler dans un communiqué.

Aussitôt, des articles se sont empressés d'affirmer que le rapport Clavreul suscitait une « polémique ». Ce texte est pourtant l'inverse d'un brûlot. C'est un document préfectoral, calme, circonstancié, précis et équilibré. Son constat est simple : « *Les manifestations d'affirmation identitaire inspirées par la religion se multiplient et se diversifient.* » Le propos relève que les attaques « directes » contre la laïcité sont plutôt rares, et qu'il s'agit surtout de reculs en matière de mixité et de citoyenneté. Le rapport ne propose aucune nouvelle loi. Il suggère simplement de poursuivre la pédagogie, de clarifier les objectifs, de former « *tous les agents de l'Etat* », de placer un « *comité laïcité et citoyenneté* » auprès des préfets de région ou encore de conditionner le soutien de l'Etat au respect des valeurs de la République.

Le cœur du défi, tout le monde le sait, c'est le désamour de la jeunesse pour la République et sa laïcité. Le fait que ses acteurs, parfois même des élites ou des éducateurs, relayent la propagande assimilant la séparation à une « *guerre contre*

l'islam ». Tout bon républicain devrait s'en alarmer. M. Bianco préfère s'inquiéter des excès laïques. Question de priorité. On ne le voit jamais à de grands événements comme la remise du prix annuel du Comité laïcité République, mais il fréquente volontiers les universitaires partisans d'une « *laïcité ouverte* », voire des publics plus ouvertement politico-religieux, comme à Mulhouse, à l'invitation d'une organisation musulmane très conservatrice. Devenu leur « *M. Laïcité* », Jean-Louis Bianco n'hésite pas, durant la campagne présidentielle, à moquer la polémique née autour des cafés sans femmes : « *C'était un bar PMU. Je ne suis pas sûr que, quels que soient les quartiers, les femmes jouent beaucoup au PMU...* » La phrase a régalé l'« *islamosphère* ». Tout comme les tweets de son bras droit lorsque celui-ci s'en prend à Elisabeth Badinter. Ne parlons pas de cet appel à s'« *unir* » avec des propagandistes fréristes au lendemain des attentats du Bataclan. Une initiative soutenue par ses protégés de l'association Coexister, dont les comités locaux encouragent les jeunes à tenir des stands de voiles pour la journée mondiale du hijab. Histoire de

parler à la génération « *Touche pas à ma religion* », celle qui déteste SOS Racisme et l'antiracisme universaliste. Savent-ils seulement qu'avant d'être le grand manitou de Coexister, Jean-Louis Bianco fut, dans les années 80, celui de Touche pas à mon pote ?

Les temps ont changé. Malek Boutih l'a compris. Pas Jean-Louis Bianco. Déconnecté, il semble incapable de trier entre ceux qui veulent vraiment lutter contre les discriminations, et ceux qui en profitent pour confessionnaliser, voire radicaliser. Un aveuglement qui dessert profondément la mission de l'Observatoire de la laïcité. Plusieurs de ses membres ont démissionné. Son bilan consterne. Mais son président reste en place. Miracle de la petite politique à l'ancienne. Ségolène Royal l'a défendu contre Manuel Valls. François Hollande n'a pas voulu trancher. Et Emmanuel Macron l'a gardé. Une place au chaud, d'où il peut critiquer un rapport commandé par le ministère de l'Intérieur et brouiller les signaux envoyés par le ministère de l'Éducation. Ce « *en même temps* » peut-il durer encore longtemps ? ■

LE COUP DE CRAYON DE LACOMBE

RÉFORME DE LA SNCF: LE GOUVERNEMENT VEUT LÉGISFÉRER PAR ORDONNANCES

ON VA LA JOUER FINEMENT, COMME POUR LA LOI TRAVAIL!

